

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 SAINT-ETIENNE

Saint-Etienne, le 6 avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DURALEX INTERNATIONAL FRANCE SAS**

2 rue Joseph HEMAIN  
42800 RIVE DE GIER

Références : UID4243-DSSP-022-0139

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 mars 2022 dans l'établissement DURALEX INTERNATIONAL FRANCE SAS implanté 2 rue Joseph HEMAIN 42800 RIVE-DE-GIER. L'inspection a été annoncée le 01 mars 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DURALEX INTERNATIONAL FRANCE SAS
- 2 rue Joseph HEMAIN 42800 RIVE DE GIER
- Code AIOT dans GUN : 0006103380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Saint-Étienne Métropole a déposé une demande d'autorisation environnementale en préfecture de la Loire le 11 octobre 2019. Enregistrée sous le n° 42-2019-00272, cette demande porte sur l'aménagement du Gier affectant le territoire des communes de Rive-de-Gier et de Châteauneuf. Cette demande consiste à restaurer l'ensemble du linéaire du Gier et sa confluence avec le Couzon au niveau de l'entrée Est de Rive-de-Gier. Les objectifs de ce projet visent à limiter les risques d'inondation de cette zone et laisser plus de place au cours d'eau en reconstituant des berges naturelles en pentes douces.

Les aménagements prévus au projet vont nécessiter l'évacuation hors site de 91 000 m<sup>3</sup> de terres dont 10 000 tonnes contiennent des substances qui leur confèrent un statut de déchet dangereux. Pour gérer ces terres, une plate-forme de tri, transit, regroupement associée à un pré-traitement par criblage va être implantée sur l'ancien site industriel autrefois exploité par la société DURALEX, classée ICPE.

L'activité de traitement des terres est destinée à les classer suivant leur niveau de dangerosité. Il s'agit d'une activité nouvelle associée à un stockage temporaire sur le site où les déchets classifiés sont produits, dans l'attente de leur collecte en vue de leur traitement final dans des filières autorisées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Déchets Sites et Sols Pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Lors de la visite terrain, il a été constaté que certains tas de terres étaient infestés par la renouée du Japon.

L'exploitant a indiqué qu'il consultait les entreprises sur cet aspect pour savoir vers quelle filière, il pouvait orienter ces terres.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
confinement des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 10.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
traçabilité des terres excavées	Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 11.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La traçabilité des terres est bien gérée par l'exploitant. Néanmoins, il est attendu qu'on puisse avoir un suivi depuis la maille initiale et non uniquement par lot de terres. Enfin, l'arrêté préfectoral prévoit que les eaux de ruissellement soient analysées avant rejet. Il a été constaté que le bassin de confinement n'était pas encore étanché et que le suivi de ces eaux n'étaient donc pas possibles.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : traçabilité des terres excavées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 11.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant caractérise ses déchets afin de déterminer leur niveau de dangerosité conformément aux dispositions des articles L.541-7-1 et R.541-9 du code de l'environnement. Le déclasserment de déchets dangereux en déchets non dangereux par dilution est interdit, et dans le respect de l'article L.541-7-2 du code de l'environnement. Il en est de même pour le déclasserment de déchets contenant des Polluants Organiques Persistants (POP), notamment des PCB. L'exploitant met en place, tient à jour ou obtient de ses prestataires les documents de suivi des déchets définis par : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;</li><li>• l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;</li><li>• l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD ») ;</li><li>• l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;</li><li>• les articles du code de l'environnement, notamment :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ L541-7-1 : conditionnement et étiquetage des déchets dangereux ;</li><li>◦ L541-23 : personne autorisée à recevoir les déchets ;</li><li>◦ R541-50 à R541-54 : récépissé de déclaration de transport de déchets ;</li><li>◦ R541-42 à R541-48 : traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments ;</li><li>◦ R541-62 à R541-64-4 : en cas de mouvements transfrontaliers de déchets.</li></ul></li></ul> Lorsque le centre de traitement destinataire des déchets est soumis à une procédure d'acceptation préalable, l'exploitant doit être en possession du certificat d'acceptation préalable (CAP) délivré par ce dernier.
<b>Constats :</b> L'exploitant a terrassé les terres du site par maille et par horizon. Il les stocke pour le moment par tas de 750 m3 en attente d'évacuation selon la filière retenue. Pour constituer ces tas, il peut regrouper des mailles présentant les mêmes caractéristiques (inertes, K3+, non dangereuses). Une fois les lots constitués, l'exploitant procède à nouveau à une caractérisation afin de confirmer la bonne filière. Lors de ce test, l'exploitant peut modifier le classement d'un lot de terres.  Il a également été constaté que les excavations des berges avaient conduit à découvrir des volumes de béton beaucoup plus importants que ceux attendus. L'exploitant n'a réalisé aucune caractérisation de ces bétons.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** confinement des eaux susceptibles d'être polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux polluées (eau de ressuyage provenant de déchets dangereux, eau de lavage du matériel, engins, machines ...) sont confinées indépendamment du bassin de décantation de 1 000 m <sup>2</sup> destiné à la récupération des eaux de ruissellement non polluées avant rejet au milieu naturel (cf. annexe 10 de l'arrêté préfectoral n° DT-21-0408 du 21 juillet 2021 susvisés). Les eaux d'extinction d'incendie peuvent être confinées dans le bassin de décantation de 1 000 m <sup>2</sup> sous réserve que ce bassin soit étanche, suffisamment dimensionné et que le ou les systèmes de vidange soient en position fermée.
<b>Constats :</b> Lors de la visite terrain, il a été constaté que le bassin de 1000m <sup>2</sup> n'était pas étanché et ne permettait pas à ce jour de collecter les eaux de pluie qui ruisselleraient sur les tas de terres polluées. L'exploitant a indiqué que l'étanchéité devait être réalisée la semaine du 4 au 11 avril. Par ailleurs, il a été constaté que bien que situé en aval des tas de terres, ce bassin ne verrait pas passer l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet